

LE CENTRE-VAL-DE-LOIRE
DANS LA TOURMENTE
DE LA
SECONDE GUERRE MONDIALE

LES ILLUSTRATEURS

Lucile Azouard (p. 126), Solal Bellenger-Philippe (p. 40-41; 47; 52; 120-121; 143; 146), Lucie Blanchetière-Faivre (p. 13 col. 2), Zadié Cabaret (p. 22-23), Pauline Cacaud (p. 57), Camille Castillon (p. 30; 61; 98), Lilou Chanrond-Gayet (p. 25; 123 haut; 152 col. 1), Juliette Charpentier (p. 88), Éléonore Corcelle (p. 69 bas, 92 col. 2; 105; 134), Gauthier Costes (p. 76), Nathalie Désilles (p. 104; 145; 156), Sarah Faivre (p. 10 col. 2 haut; 39; 84; 85; 96; 139), Gabriela Fernandez-Guillen (p. 63 col. 2; 112), Coline Gaignard (p. 87; 94; 123 col. 2; 149), Achille Gast (p. 93), Margot Gerson (p. 36-37), Églantine Gouvazé (p. 24; 44, 97), Apolline Gueroult-Eygun (p. 50), Elen Hirschberger (p. 11 bas; 55; 70; 106; 111; 118), Ève Jacques (p. 59; 115; 128; 140), Ivan L'Huillier (p. 19 col. 1; 21; 131), Suzanne Landier (p. 13 col. 1; 49; 51; 62; 129), Jeanne Machuel (p. 12; 28; 29; 42-43; 60; 132; 133 haut; 142; 152 col. 2), Jeanne Madelin (p. 6; 27; 45; 66; 125; 127; 133 col. 2; 141 haut), Jade Mainguin (p. 17; 64; 72; 82; 83 bas; 86; 89), Thaïs Malhaire (p. 34; 35; 81 col. 1; 135), Aurélien Marti (p. 148), Ève Mathieu (p. 26 haut; 46; 117), Hector Minguito (p. 10 col. 1; 83 haut), Louise Moisy (p. 56), Fabian Moncada Isturiz (p. 78), Lou-Anne Nivet (p. 136), Cléa Piver (p. 53; 63 col. 1; 119; 122; 147), Sacha Redois (p. 154-155), Carla Réthoré (p. 107), Albane Retoret-Boyer (p. 74; 77; 92 haut; 103; 144), Marilou Richetin (p. 9; 14-15; 54; 67; 90-91; 102), Paloma Roger (p. 95; 137), Marine Rossignol (p. 16; 73), Juliette Tanguy (p. 108-109), Iris Tournois (p. 8; 110), Marie Tourbot-Ferrié (p. 101; 116; 141 bas), Julia Uras (p. 10 col. 2 bas; 18-19; 26 bas; 99; 150-151), Manon Urien (p. 32; 33; 69 haut), Carla Vallet-Hémon (p. 38), Diane Wertheimer (p. 81 col. 2; 81 bas), Rébecca Wonner-Petit (p. 11 col. 1; 68; 113).

LES AUTEURS

Cédric Delaunay est professeur agrégé d'histoire-géographie au lycée Descartes de Tours. Il est l'auteur, entre autres, de *Mémoires des années noires, la Seconde Guerre mondiale en Loir-et-Cher* (Éditions CPE, 2011), *Game of Thrones, de l'histoire à la série* (Éditions Nouveau Monde, 2018) et *Tours, portraits d'une ville* (Éditions Sutton, 2020). Il a également été consultant historique pour la bande dessinée *Tours, de Caesarodunum à la Révolution* (Éditions Petit à Petit, 2022).

Christine Scheele est professeure agrégée d'arts plastiques au lycée Descartes de Tours où elle a eu l'occasion de mener des projets avec de nombreux artistes de renommée internationale : Patrick Corillon, Abraham Poincheval, Alain Bublex... Des rencontres toujours passionnantes au sein de l'établissement et avec les élèves.

Né en 1997, **Mayeul Vigouroux** a suivi un parcours général en sciences au lycée Descartes de Tours. En 2015, il entre à l'École nationale supérieure des arts décoratifs, où il se spécialise en image imprimée. Il obtient son diplôme en 2020 et se consacre à présent à la réalisation de bandes dessinées et d'illustrations. Sa pratique est influencée par l'étude des contes et légendes, la cryptozoologie, la gravure ainsi que l'enluminure. Il retourne au lycée Descartes pendant quelques mois afin d'accompagner les élèves dans la réalisation des visuels de ce livre. Son intervention a encouragé les jeunes à créer des images s'éloignant des représentations conventionnelles et de développer leurs visions personnelles des événements. Il est l'auteur de l'illustration de couverture.

LE CENTRE-VAL-DE-LOIRE DANS LA TOURMENTE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

TEXTES DE CÉDRIC DELAUNAY
ILLUSTRATIONS RÉALISÉES PAR DES LYCÉENS DE LA RÉGION
SOUS LA DIRECTION DE MAYEUL VIGOUROUX & CHRISTINE SCHEELE

SOMMAIRE



INTRODUCTION	7
1. 28 AOÛT 1939, LA JOCONDE ARRIVE À CHAMBORD !	9
2. 21 OCTOBRE 1939, LES DESTITUTIONS DE GEORGES ROUSSEAU ET ROBESS-PIERRE HÉNAULT	17
3. 13 JUIN 1939, CHURCHILL À LA PRÉFECTURE DE TOURS.	25
4. 17 JUIN 1940, LE PREMIER ACTE DE RÉSISTANCE DE JEAN MOULIN À CHARTRES	31
5. 16-18 JUIN 1940, LES COMBATS DE SULLY-SUR-LOIRE	45
6. 25 SEPTEMBRE 1940, PELLEVOISIN, VICHY INCARCÈRE LES « TRÂITRES ».	51
7. 24 OCTOBRE 1940, LA POIGNÉE DE MAIN DE MONTOIRE-SUR-LE-LOIR	61
8. 5 MAI 1941 : LE PARACHUTAGE DE GEORGES BÉGUÉ À VALENÇAY	65
9. 31 MAI 1941, MONTOIRE-SUR-LE-LOIR, LE MÂT DE LA KOMMANDANTUR A ÉTÉ REPEINT !	71
10. 16 MARS 1942, « MORT À DÉAT ! », L'ATTENTAT RATÉ DU GRAND THÉÂTRE DE TOURS	77
11. 28 MAI 1942, LA VISITE DE PÉTAÏN À CHÂTEAUXOUX	83
12. 13 JUILLET 1942, LES GRANDES RAFLES DU LOIR-ET-CHER	89
13. 27 JUILLET 1942, L'ÉVACUATION DU CAMP D'INTERNEMENT DE LAMOTTE-BEUVRON	97
14. 17 JUILLET 1943, CHÂTEAUMEILLANT : « LE MERCURE EST DANS LA BALANCE. ».	105
15. 11 NOVEMBRE 1943, LA GRÈVE DES USINES BONZAVIA DE BLOIS	111
16. 20 MAI 1944, LE RAID MEURTRIER DES ALLIÉS SUR TOURS ET SAINT-PIERRE-DES-CORPS	117
17. 9-10 AOÛT 1944, LA GRANDE ÉVASION DE BLOIS.	129
18. 16 AOÛT 1944, CAPA ET LA TONDUE DE CHARTRES	135
19. 25 AOÛT 1944, MAILLÉ, VILLAGE MARTYR	141
20. 6 SEPTEMBRE 1944, L'ÉTRANGE ENTREVUE DE CHÂTEAUNEUF-SUR-CHER	149
BIBLIOGRAPHIE	157
REMERCIEMENTS	159



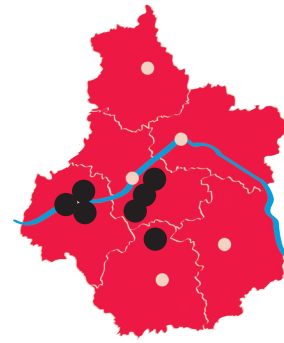
INTRODUCTION

Le temps fait son œuvre. Les nouvelles générations ne pourront bientôt plus bénéficier des témoignages des acteurs de la Seconde Guerre mondiale. Ces paroles riches et puissantes permettaient de faire toucher du doigt une réalité vieille de plusieurs décennies.

Nous autres, professeurs d'histoire, tentons avec énergie et conviction, au-delà des faits et des dates, de faire percevoir les enjeux citoyens profondément actuels liés à cette période de peur et de drame, mais aussi de combat et de créativité politique et sociale.

Éloignement de l'espace vécu, éloignement temporel ; le voile de Léthé menace des générations confrontées à un monde tumultueux dans lequel l'expérience du passé pourrait s'avérer être un guide bien utile.

Cet ouvrage se veut une modeste réponse à ce défi historique et citoyen. En compagnie de ma collègue Christine Scheele et de l'artiste Mayeul Vigouroux, nous avons proposé à une cinquantaine d'élèves du lycée Descartes, suivant le cours d'arts plastiques, de se confronter à des événements qui ont marqué la région Centre - Val de Loire, entre 1939 et 1945. Leur curiosité et leur talent les ont conduits, non pas à illustrer les textes, mais à se les réapproprier à l'aune de leurs sensibilités. Les échanges fructueux ont permis d'aboutir à ce livre qui se veut un dialogue historique et artistique intergénérationnel s'adressant à tous les citoyens désireux de connaître leur passé.



28 AOÛT 1939

LA JOCONDE ARRIVE À CHAMBORD !

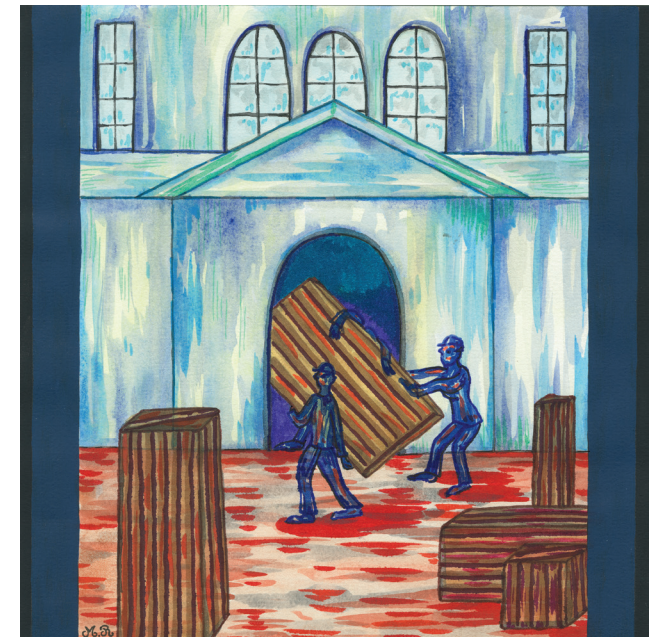
Le 28 août 1939, à six heures du matin, commence le plus grand déménagement de l'Histoire. En application du plan de protection des collections nationales, élaboré dans le contexte de tensions internationales des années 1930, 5446 caisses contenant les plus beaux chefs-d'œuvre du musée du Louvre quittent la capitale à bord de 199 camions à destination de onze dépôts répartis dans toute la France. Parmi eux, Valençay, dans l'Indre, Fougères-sur-Bièvre, Cheverny, mais surtout Chambord, dans le Loir-et-Cher.

Ces sites ont été choisis pour leur position. Loin des villes et des voies de circulation, ils sont, en théorie, à l'abri des bombardements. Les autres intérêts de ces dépôts tiennent aux volumes des salles disponibles, aux largeurs de leurs ouvertures permettant la manipulation d'œuvres aussi imposantes que la *Victoire de Samothrace* ou la *Vénus de Milo*.

Finalement, les œuvres ne réintègrent le musée que le 15 mars 1941, nombre d'entre elles comportent d'inquiétantes moisissures.

5446 caisses contenant les plus beaux chefs-d'œuvre du musée du Louvre quittent la capitale à bord de 199 camions à destination de onze dépôts répartis dans toute la France.

Chambord accueille des trésors tels que *Marie-Antoinette à la rose* d'Élisabeth Vigée Le Brun, *La Dame à la licorne*, *Apollon vainqueur du serpent Python* d'Eugène Delacroix ou *Madame de Pompadour* de Quentin de La Tour. Mais toutes les attentions convergent vers *La Joconde*. Le chef-d'œuvre de Léonard de Vinci ne fait qu'une brève halte dans le château que le maître italien aurait conçu. Le tableau est dirigé dès novembre vers Louvigny. Menacé par l'avancée allemande de juin 1940, il est transféré dans l'Aveyron, puis à Montauban avant d'être caché au château de Montal dans le Lot.

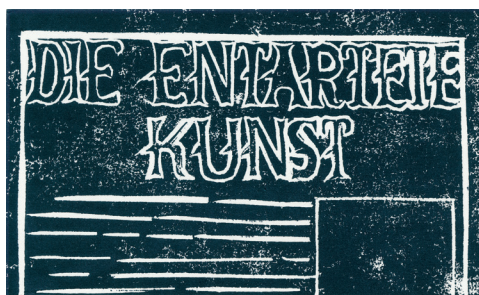


ANALYSE

Les nazis et l'art

Les pérégrinations de *La Joconde* marquent le désir de soustraire le célèbre tableau aux appétits de l'occupant. Le régime hitlérien applique dans l'art les mêmes processus de destruction et de promotion qu'il prescrit au genre humain. «L'art dégénéré» est ainsi stigmatisé et marginalisé. Les œuvres des artistes considérés comme Juifs, engagés politiquement à gauche ou porteurs d'une des esthétiques novatrices de la fin du XIX^e siècle

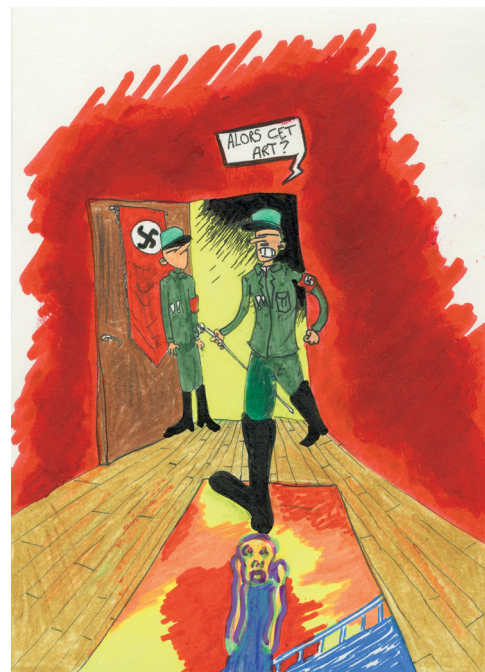
et de la première moitié du XX^e siècle sont vouées aux gémonies ou cyniquement revendues pour acquérir des créations jugées supérieures, car la politique artistique nazie ne se limite pas à ses pratiques iconoclastes. En 1939, Hitler conçoit le *Sonderauftrag Linz*, un projet pharaonique se donnant pour but de créer le plus grand musée du Monde en collectant des œuvres d'art sur tout le continent. Ventes forcées, vols dans des musées et spoliations de propriétaires considérés comme Juifs sont de règle dans toute la zone de domination nazie.



L'« art dégénéré » est ainsi stigmatisé et marginalisé.



Les pérégrinations de *La Joconde* marquent le désir de soustraire le célèbre tableau aux appétits de l'occupant.



La politique artistique nazie ne se limite pas à ses pratiques iconoclastes.



Elle refuse ostensiblement de leur serrer la main.

PROLONGEMENTS

Les collections du musée des Beaux-Arts de Tours pendant la guerre

La menace d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne se fait de plus en plus pressante durant l'été 1939. Horace Hennion, conservateur du musée des Beaux-Arts de Tours, prend l'initiative d'organiser le transfert de 24 caisses contenant 150 tableaux issus de ses collections. Du 26 août au 15 septembre, les personnels de la ville et des volontaires de la défense passive chargent les camions affrétés par l'armée, qui les déposent dans les caves de l'orphelinat de Vouvray présentées comme un excellent abri contre les bombardements. Prévu pour une courte durée, l'entreposage s'éternise. Finalement, les œuvres ne réintègrent le musée que le 15 mars 1941, nombre d'entre elles comportent d'inquiétantes moisissures, mais leur restauration est freinée par le manque de personnel et le rationnement drastique de nombreux matériaux.

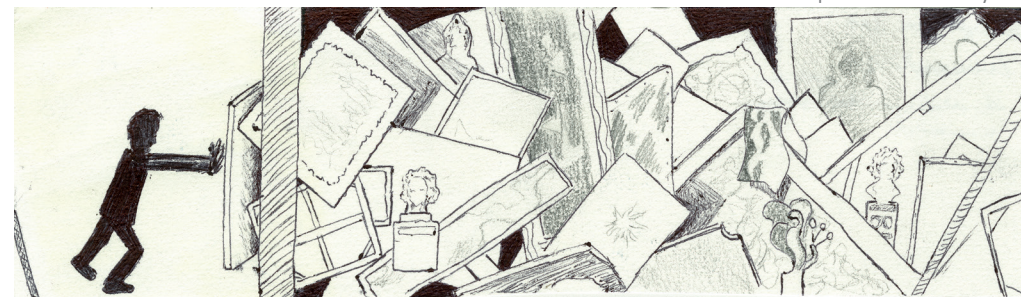
En 1942, la menace change de nature, les bombardements alliés obligent la direction des musées nationaux à opérer de nouveaux replis des œuvres vers des sites non stratégiques, aussi 44 dépôts abritant 7 859 œuvres sont-ils aménagés. Pour celles du musée des Beaux-Arts de Tours, ce sera le château de l'Orfrasière à Nouzilly. Prévention des incendies et des vols, contrôle de l'hydrométrie et

L'art et la politique

Désireux de promouvoir la culture germanique en France, les autorités d'Occupation organisent du 30 octobre au 7 novembre 1943 une exposition rassemblant des reproductions d'œuvres de Hans Holbein (1497-1543) intitulé «Holbein et son siècle» oubliant à l'occasion de signaler que ce maître de la Renaissance, bien que né à Augsbourg, a surtout pratiqué son art... en Angleterre! Chose peu avouable en 1943.

Pour inaugurer cet événement culturel, la *Kommandantur* «invite» la veuve du célèbre sculpteur tourangeau François Sicard, née Schebevitch, une famille d'ascendance juive. Contrainte de s'y rendre, elle inflige cependant un camouflet cinglant aux dignitaires allemands puisqu'elle refuse ostensiblement de leur serrer la main et interdit d'être prise en photo en leur compagnie.

Les camions affrétés par l'armée les déposent dans les caves de l'orphelinat de Vouvray.



des températures, il faut tout inventer pour sécuriser la résidence privée et assurer la bonne conservation des tableaux. Les conditions d'entreposage restent cependant précaires. Par exemple, les retouches apportées en 1803 à la *Résurrection du Christ* s'écaillent dangereusement. Les restaurateurs doivent appliquer en urgence un vernis et une toile de papier tendu pour sauver le chef-d'œuvre d'Andrea Mantegna.

Les tableaux regagnent progressivement les collections à partir de la Libération. Toutefois, le fonctionnement normal du musée ne peut s'opérer qu'au début des années 1950 après avoir relogé les étudiants de l'école des beaux-arts détruite dans les bombardements de 1940.

Restituer les œuvres spoliées

On estime que près de 100 000 œuvres d'art furent transférées de France en Allemagne pendant l'Occupation. À la Libération, une commission de récupération artistique fut mise en place pour tenter de rapatrier un maximum de ces biens culturels et les rendre à leurs légitimes propriétaires. La tâche s'avéra difficile. Savamment cachées par des collectionneurs privés ou ensevelies sous les gravats de sites bombardés, comme le célèbre *Casseurs de pierres* de Gustave Courbet exposé à la Galerie Neue Meister de Dresde, certaines œuvres disparurent corps et biens. Les *Central Collecting Points* des Alliés retrouvèrent des milliers d'œuvres, mais chaque centre avait son propre système d'étiquetage, de dénomination. Ainsi quinze tableaux de facture impressionniste furent

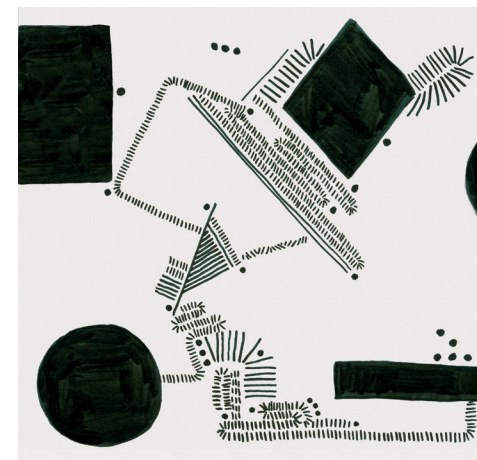
nommés «*Paysage de Monet*»! Problème de désignation, documentation éparse et peu explicite, historiques confus, difficilement identifiables ou détruits, les parcours de nombreuses œuvres restent imprécis ou impossibles à retracer. Malgré ces difficultés, 45 000 des 61 000 œuvres récupérées furent remises à leur propriétaire ou leurs ayants droit. Les 16 000 non restituables furent, pour la plupart, vendues par le Domaine à partir de 1949, mais 983 tableaux, présentant une valeur artistique remarquable, furent classés «*Musées nationaux récupération*» (MNR). La direction des Musées de France demeure le détenteur de ces œuvres, mais contrairement aux collections nationales, dont le contenu est inaliénable, un détenteur provisoire. Son objectif reste la restitution

de ces biens aux ayants droit des propriétaires légaux. Afin de faciliter sa démarche, la direction des Musées de France a réparti les 963 tableaux dans les musées français où ils doivent être visibles par le public. En 1996, un catalogue complet des MNR a été établi et rendu public sur Internet.

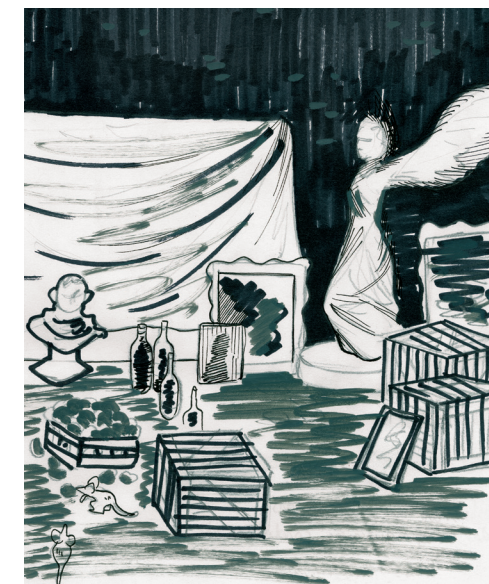
En 2013, le musée des Beaux-Arts de Tours a pu ainsi restituer à Tom Selldorf *L'Apothéose de Saint Jean-Népomucène* de Franz Karl Palcko, un artiste allemand du XVIII^e siècle. Ce tableau appartenait à son grand-père, Richard Neumann, industriel juif, qui avait fui l'Autriche pour la France lors de l'Anschluss. Menacé, il s'était exilé avec sa famille à Cuba en 1941. Pour payer les passeurs, il fut obligé de brader sa collection.



Les tableaux regagnent progressivement les collections à partir de la Libération.

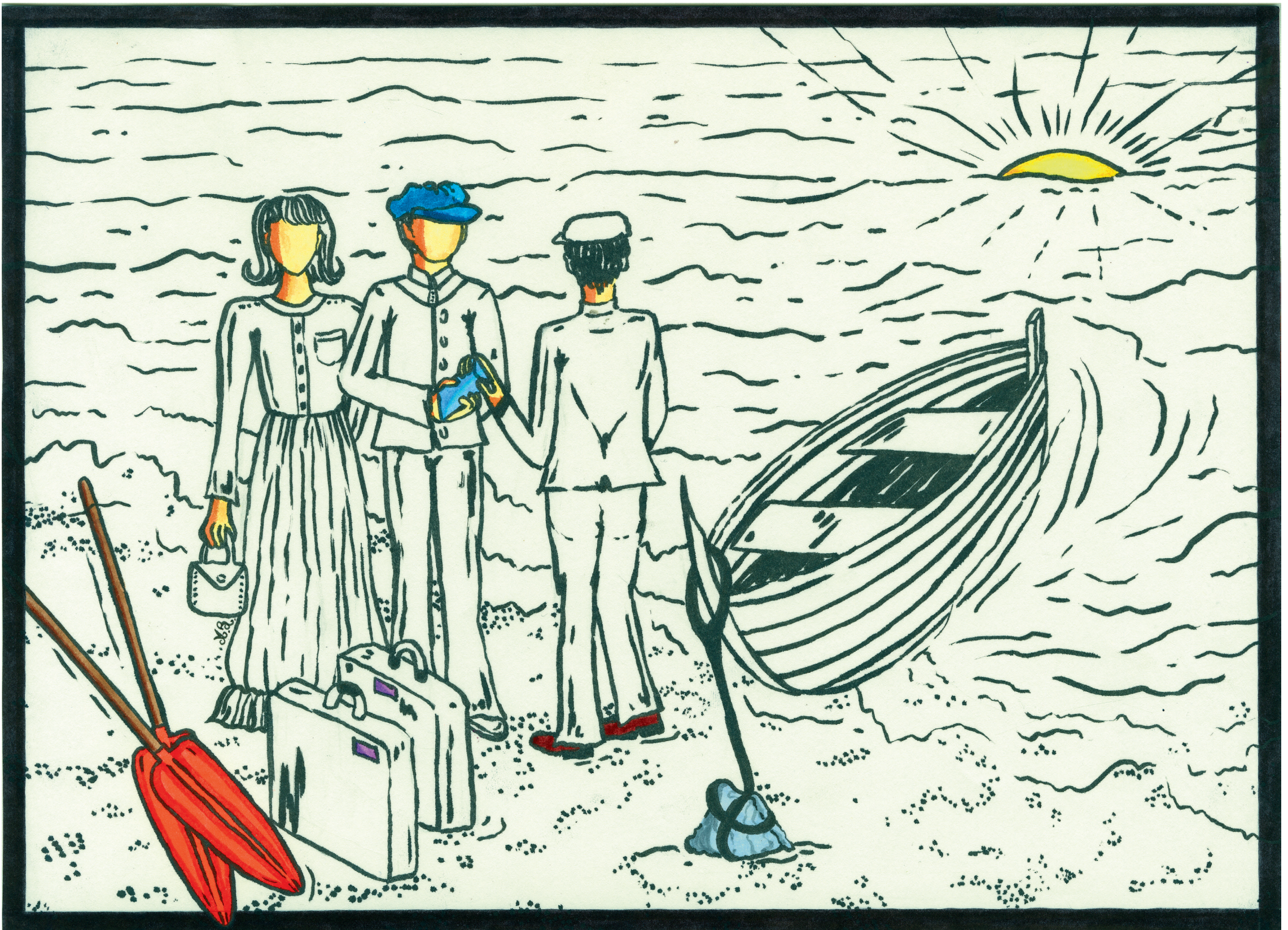


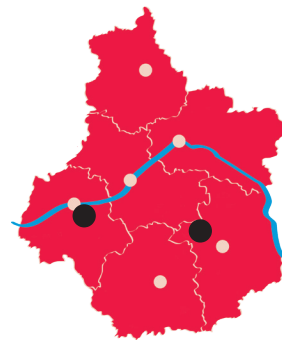
La direction des Musées de France a réparti les 963 tableaux dans les musées français.



Problème de désignation, documentation éparse et peu explicite, historiques confus, difficilement identifiables ou détruits.

Double-page suivante : Menacé, il s'était exilé avec sa famille à Cuba en 1941. Pour payer les passeurs, il fut obligé de brader sa collection artistique.





21 OCTOBRE 1939

LES DESTITUTIONS DE GEORGES ROUSSEAU ET ROBESS-PIERRE HÉNAULT

Le décret du 21 octobre 1939 suspend de leurs fonctions « jusqu'à la cessation des hostilités » les maires communistes de Vierzon et de Saint-Pierre-des-Corps. Ils seront officiellement destitués par la III^e République au printemps 1940.

Georges Rousseau, mobilisé pendant la Première Guerre mondiale, a pris part à un début de mutinerie en 1917 et a été arrêté, mais les gradés préférèrent étouffer l'affaire. Il s'engage à la SFIO à son retour des tranchées et adhère au parti communiste après le congrès de Tours (décembre 1920). Pour fêter son élection comme maire de Vierzon en 1929, les communistes accrochent le drapeau rouge sur la façade de la mairie. Le commissaire de police rappelle au nouvel élu l'interdiction d'apposer sur un édifice public un drapeau non tricolore. Refusant l'injonction administrative, le préfet le menace de révocation. Mobilisé en 1939, Georges Rousseau, chaudronnier-soudeur de formation, est affecté à l'École centrale de pyrotechnie de Bourges, puis au parc de munition n° 5 à Orléans. Robess-Pierre Hénault est élu maire socialiste de Saint-Pierre-des-Corps le 10 décembre 1919. Après le

congrès de Tours, il se prononce pour l'adhésion à l'Internationale communiste et devient secrétaire de la fédération communiste d'Indre-et-Loire (1921-1924). En 1925, il doit affronter à deux reprises les foudres de l'État. Comme dans de nombreuses communes, il présente sur sa liste électorale deux femmes, Émilie Joly et Adèle Métivier, qui sont les premières élues de France alors que les femmes n'ont même pas le droit de vote. Le préfet, puis le Conseil d'État font annuler leur élection. Quelques mois plus tard, il dénonce publiquement l'intervention militaire française, menée par un certain maréchal Pétain, dans la guerre du Rif qui opposait initialement des rebelles indépendantistes à l'Espagne. Cette prise de position lui vaut d'être emprisonné de juillet à décembre 1925. Quoiqu'ajourné quelques mois en 1928 et 1929, il reste maire jusqu'en 1939.

Les communistes accrochent le drapeau rouge sur la façade de la mairie.

Georges Rousseau,
chaudronnier-soudeur de formation.



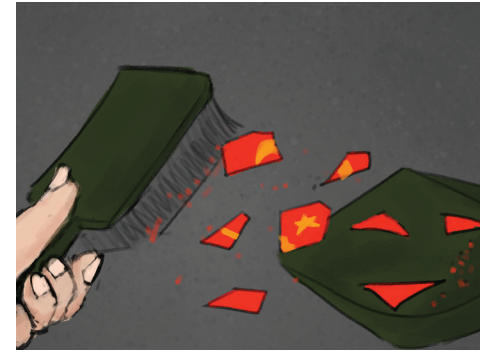
ANALYSE

26 septembre 1939, vaincre le péril rouge!

Le 26 septembre 1939, le président du Conseil, le radical Édouard Daladier, dissout le parti communiste qui compte 250 000 membres, 74 députés, deux sénateurs et dirige 300 municipalités parmi lesquelles Vierzon (Cher) et Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire). Les perquisitions se multiplient, le matériel de propagande est saisi, *L'Humanité* interdite de publication, les organisations de jeunesse, syndicales, sociales et culturelles prohibées. Proclamée un mois après l'officialisation du pacte de non-agression germano-soviétique et le positionnement pacifiste des communistes alors que la France est entrée en guerre le 1^{er} septembre,

la dissolution du parti est présentée par le gouvernement comme un acte de patriotisme répondant aux circonstances. Mais, face à la pression d'une campagne de presse virulente, le gouvernement français obéit en fait à un vieux désir des forces de droite de se débarrasser du « danger bolchévique ». Opportuniste, Daladier voit ainsi dans l'anticommunisme l'occasion de s'assurer le soutien d'une majorité de l'opinion publique en offrant un bouc émissaire en pâture. Cette dissolution permet de s'attacher plus étroitement les partis et personnalités de droite, parachevant la liquidation du Front populaire. Après la suspension des élus locaux en octobre 1939, les conseils de préfecture proclament leur déchéance en vertu de la loi du 20 janvier 1940.

À court terme, l'Allemagne lui concède des territoires sur son flanc ouest.

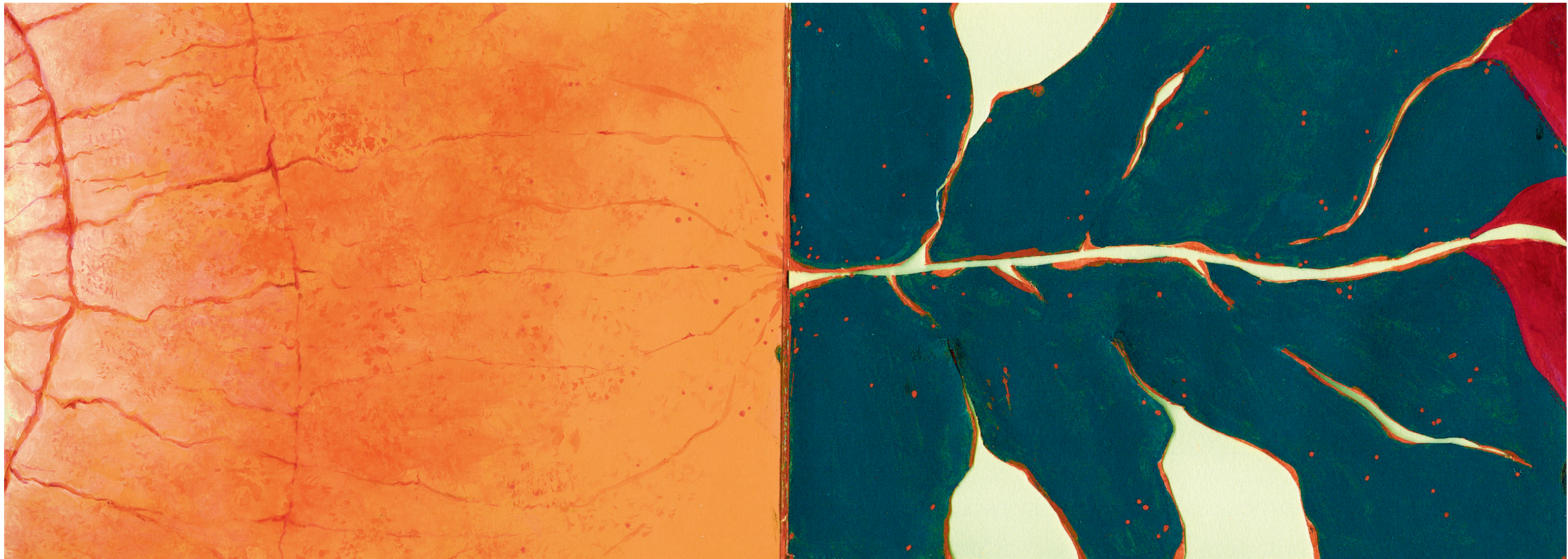


Le gouvernement français obéit en fait à un vieux désir des forces de droite de se débarrasser du « danger bolchévique ».

La politique extérieure de l'URSS et ses conséquences pour le parti communiste français

Depuis sa création intervenue avec la scission de la SFIO en décembre 1920, lors du congrès de Tours, la direction du parti communiste a accepté les 21 conditions imposées par

Moscou pour intégrer la III^e Internationale. La rupture avec les autres partis dits bourgeois, y compris les socialistes, entraîne sa marginalisation politique. En termes de politique extérieure, le parti communiste se distingue du reste de la classe politique par un positionnement anticolonialiste et défend les intérêts de l'URSS, considéré comme la véritable patrie des travailleurs. Cette ligne « classe contre classe » est cependant remise en cause après l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933. Staline prône dès lors un rapprochement diplomatique avec les puissances anglo-saxonnes et la France pour éviter l'expansion de l'Axe. Sur le plan de la politique intérieure, cette tentative d'alliance se traduit par le soutien que le parti communiste apporte aux socialistes et aux radicaux lors des élections de 1936. Le Front populaire réussit à endiguer la menace fasciste et réactionnaire qui s'affermait dans le pays comme le prouvent les émeutes du 6 février 1934. Si de très



nombreux hommes politiques jouent la carte de l'apaisement, les communistes dénoncent énergiquement l'intervention d'Hitler dans la guerre d'Espagne et les remises en cause du traité de Versailles qui fragilisent la position dominante de la France. Le point d'orgue de cette mobilisation pour dénoncer le péril fasciste et l'aveuglement pacifiste des dirigeants occidentaux intervient à l'automne 1938. La France et l'Angleterre trahissent leur allié tchécoslovaque lors des accords de Munich (septembre 1938), pathétique forfaiture entérinée le 6 décembre 1938 par l'accueil en grande pompe du ministre nazi des Affaires étrangères Ribbentrop venu signer une « déclaration d'amitié franco-allemande » !

Le pacte de non-agression germano-soviétique

Désarçonné par la politique étrangère des Occidentaux vis-à-vis d'Hitler et voyant que tous ses efforts diplomatiques pour sceller une alliance défensive avec eux s'avèrent vains, Staline change de stratégie. Même s'il sait que la guerre avec les forces de l'Axe est inéducable au regard du pangermanisme nazi, il lui faut temporiser pour réorganiser son pays et son armée affaiblis par les purges sanguinaires qu'il a menées en 1936-1937. En signant un pacte de non-agression le 26 août 1939, Staline fait coup double. À court terme, l'Allemagne lui concède des territoires sur son flanc ouest (pays baltes, partie orientale de la Pologne) lui permettant de créer un glacis de sécurité, tout en gagnant du temps pour reconstituer sa puissance industrielle et militaire. N'étant plus menacé d'être pris en tenaille, Hitler peut diriger l'ensemble de ses troupes contre la France et l'Angleterre. Staline pense que, comme lors du premier conflit mondial, une guerre d'usure conduira à l'affaiblissement collectif de tous les pays capitalistes, ouvrant ainsi la perspective d'une

offensive décisive qui lui offrira l'opportunité de diffuser le communisme sur tout le continent européen. Le rapide effondrement de la France bouleversera ses projets...

PROLONGEMENTS

Quand les communistes sont-ils entrés en résistance ?

La vulgate historique affirme que les communistes ne sont entrés en résistance que le 22 juin 1941, à la suite de la rupture du pacte germano-soviétique par Hitler, laissant l'exclusivité de l'organisation de la première Résistance aux gaullistes et aux groupes SOE (Service Operation Executives) pilotés par les Britanniques. Cette croyance s'effondre face à l'analyse des faits. Malgré la déstructuration du parti, engendrée par la violente répression qui s'abat sur ses dirigeants et militants à compter de l'automne 1939, des groupes clandestins entrent en action dès juin 1940 pour développer une propagande antihitlérienne et antivichyssoise. Sous la direction de responsables locaux, de multiples tracts sont imprimés secrètement à partir du 17 juin 1940 partout en France. Alors qu'à l'exception de 80 d'entre eux, les députés et sénateurs français donnent les pleins pouvoirs à Pétain, Maurice Thorez et Jacques Duclos incitent à créer un « front de la liberté, de l'indépendance et de la renaissance de la France », proclamant qu'« *il n'y a de paix véritable que dans l'indépendance des peuples* » dans un tract diffusé à 600 000 exemplaires. Au-delà des tentatives pour mobiliser la population, de nombreux militants récupèrent les armes abandonnées par les soldats français et britanniques en prévision d'actions futures et mènent des sabotages dans différents points du territoire.

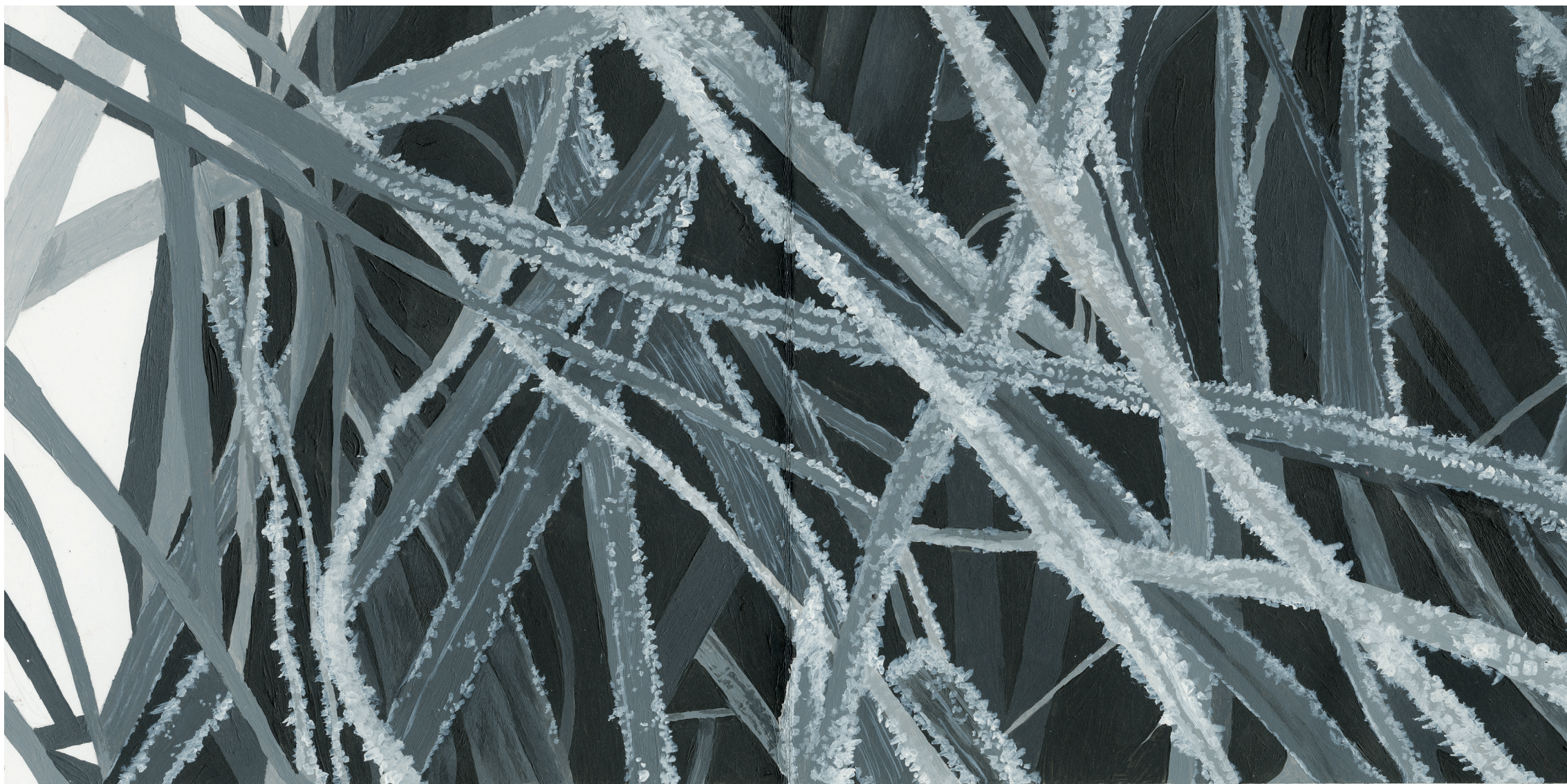
Les destins de Robess-Pierre Hénault et Georges Rousseau

Le 17 janvier 1941, Robess-Pierre Hénault est arrêté dans son bureau et interné avec d'autres communistes au camp de la Haute-Barde situé sur la commune de Beaumont-la-Ronce puis au camp d'Avrillé (Maine-et-Loire).

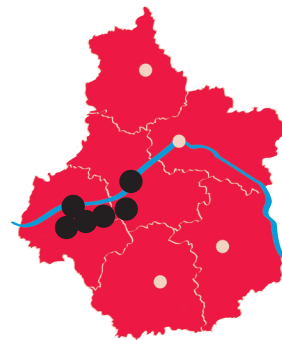
Georges Rousseau est arrêté le 28 juin 1941 et déporté à Auschwitz I, sous le numéro de matricule 46079. Une marque qu'il gardera dans sa chair jusqu'à sa mort en 1976. Malgré son comportement patriotique exemplaire, Georges Rousseau fut, en raison de son engagement politique, toujours soupçonné de trahison par nombre de fonctionnaires qui se sont pliés, dans leur immense majorité, aux ordres de Vichy et des nazis.



Georges Rousseau est arrêté le 28 juin 1941 et déporté à Auschwitz I, sous le numéro de matricule 46079 .



Malgré la déstructuration du parti, engendrée par la violente répression qui s'abat sur ses dirigeants et militants à compter de l'automne 1939, des groupes clandestins entrent en action.



13 JUIN 1939

CHURCHILL À LA PRÉFECTURE DE TOURS

A l'issue du Conseil des ministres du 12 juin 1940, le président du Conseil, Paul Reynaud, sollicite la présence de Winston Churchill à la réunion du Conseil suprême interallié, qui va avoir lieu le lendemain en préfecture de Tours. Peu avant midi, escorté par douze avions de chasse Hurricane, l'avion du Premier ministre anglais, qui est accompagné de lord Halifax et du général Spears, se pose sur l'aérodrome de Parçay-Meslay. Symptôme de la déliquescence de l'État français en ce terrible mois de juin 1940, personne n'est là pour accueillir Churchill ! Le commandant de la base prête une voiture de service à son hôte afin qu'il se rende en centre-ville. Mais les déboires du *prime minister* ne font que commencer ! Quand il arrive à la préfecture, il trouve porte close ! Le gardien lui dit que Reynaud et Mandel sont en voiture et doivent arriver de la campagne ! Furibond et affamé, Churchill se met en quête d'une table. Après négociation, le Grand Hôtel lui ouvre les portes et le cuisinier improvise un repas.

La déliquescence de l'État français.

Personne n'est là pour accueillir Churchill.

Une fois ragaillardi, Churchill reprend la direction de la préfecture. Les enjeux du conseil de guerre interallié, qui débute à 15 h 30 dans le salon Empire, sont colossaux. La France peut-elle demander l'armistice à l'Allemagne ou doit-elle poursuivre la lutte sur le territoire métropolitain et envisager un transfert de son gouvernement et des débris de son armée vers l'Afrique du Nord ? Face





Quand il arrive à la préfecture, il trouve porte close.

à Churchill se trouvent Paul Reynaud, président du Conseil, Paul Baudoin, ministre des Finances, Georges Mandel, ministre de l'Intérieur, et le secrétaire d'État à la Guerre et à la Défense nationale, Charles de Gaulle. Quand Churchill quitte la préfecture à 17h30 et reprend son avion pour Londres, il sent bien que le gouvernement français est divisé entre les partisans de la poursuite de la lutte (Mandel et de Gaulle) et les pacifistes qui gagnent du terrain. Le désastre militaire et la faiblesse de caractère de Paul Reynaud le pousseront à la démission le 16 juin ouvrant la porte au maréchal Pétain qui demandera l'armistice au lendemain de sa nomination et sabordera la République le 10 juillet 1940.



Churchill quitte la préfecture à 17h30 et reprend son avion pour Londres.

ANALYSE

Les ministres de la République en Touraine!

Dès l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler en 1933, l'État français commence à rechercher des sites susceptibles d'accueillir les ministères en cas de guerre. Les préfectures sont alors discrètement missionnées pour lister des lieux susceptibles d'accueillir le président de la République et les membres du gouvernement. Du fait de sa position géographique, l'Indre-et-Loire est privilégiée.

Devant l'avancée foudroyante de la *Wehrmacht*, le gouvernement se replie en Touraine le 10 juin 1940. Même si le président du Conseil, Paul Reynaud, s'installe au château de la Ménaudière, à Chissay-en-Touraine dans le Loir-et-Cher, c'est bien l'Indre-et-Loire qui accueille l'appareil de l'État dans sa déroute. Ainsi le maréchal Pétain, vice-président du Conseil, et le général de Gaulle, sous-secrétaire d'État à la Guerre et à la Défense nationale, sont respectivement logés dans les châteaux de Nitrays, à Athée-sur-Cher, et de Beauvais, à Azay-sur-Cher. Malgré les soins apportés par le préfet Camille Vernet, ce transfert précipité amplifie l'atmosphère de chaos à la tête de l'État. Pris dans le flux des réfugiés, de nombreux fonctionnaires se sont volatilisés en route. Les sites d'accueil des ministères sont trop dispersés géographiquement et certains ne sont même pas équipés de téléphone!

Albert Lebrun, président de la République française, organise deux conseils des ministres au château de Cangé à Saint-Avertin. Le premier se tient le 12 juin au soir. À l'ordre du jour se pose la question cruciale : la France peut-elle cesser les combats en dépit des conventions signées avec le Royaume-Uni lui interdisant de conclure toute paix séparée? Le débat est vif entre

Devant l'avancée foudroyante de la *Wehrmacht*, le gouvernement se replie en Touraine.



les partisans de la poursuite de la lutte, que ce soit en France ou depuis l'Afrique du Nord, et les partisans de l'armistice, qui s'organisent autour du maréchal Pétain qui ne masque plus ses ambitions personnelles. Albert Lebrun veut demander une dernière fois le soutien de l'Angleterre. À l'issue du Conseil des ministres, il demande au Premier ministre britannique, Winston Churchill, de bien vouloir venir en France pour s'entretenir avec lui.

Au soir de sa rencontre avec Churchill se tient un dernier Conseil des ministres dans le château de Cangé. Les défaitistes semblent avoir pris l'ascendant. Pourtant, Paul Reynaud, dans un dernier sursaut d'orgueil, regagne la préfecture, afin d'y prononcer une allocution radiodiffusée. Il est 23 heures, un camion radio l'attend dans la cour d'honneur. Il appelle à la résistance, sûr du soutien de son allié anglais; mais son vrai espoir réside dans une intervention militaire des États-Unis. Le message qu'il adressera à Franklin Delano Roosevelt restera lettre morte.

Devant l'avancée des troupes allemandes, Reynaud sera contraint de quitter Tours le 14 juin. Privé du soutien de De Gaulle, parti à Londres pour représenter le gouvernement, il est mis en minorité au sein du Conseil des ministres du 16 juin. Pétain le remplace et demande l'armistice le 17 juin.

PROLONGEMENTS

Les traces du passage de Churchill à Tours

13 juin, 14 heures, Churchill quitte la préfecture en attendant que des membres du gouvernement français daignent se présenter à lui, il est furieux et surtout il a faim. Il insiste pour déjeuner, son escorte fraie un passage dans les rues encombrées par les voitures et les charrettes des réfugiés. Arrivé place de la Gare, il se présente au Grand Hôtel qui a fermé ses portes. Après avoir parlementé quelques instants, on daigne lui ouvrir, il s'attable, mais on lui sert, selon ses propos, un « poulet infect ». Les propriétaires de l'hôtel ne lui en tiendront pas rigueur et donneront le nom de Churchill à leur plus belle suite.

À 15 heures, le préfet Vernet le reçoit dans son bureau. Quand Georges Mandel, ministre de l'Intérieur arrive, Churchill se lève, laissant glisser par inadvertance son cigare incandescent hors du cendrier. La trace de brûlure, encore visible aujourd'hui, sur le bureau du préfet n'est donc pas, contrairement à la légende, la conséquence d'une des épiques colères du plus célèbre fumeur de l'histoire!

L'avancée des troupes allemandes.



Les parlementaires de la région lors du vote des pleins pouvoirs à Pétain

Pris au piège du *Massilia*

Conformément à la volonté du président Lebrun qui pense que les négociations avec le vainqueur se feront dans une position préférable si des représentants de l'État se trouvent hors de la portée de l'ennemi, il est prévu d'embarquer vers le Maroc une partie des hautes sphères politiques. Mais l'expédition s'avère être une odieuse manipulation manigancée par les partisans de Pétain pour éloigner les hommes qui peuvent s'opposer à son ascension. Dans la confusion générale qui frappe les organes du pouvoir repliés à Bordeaux et après de nombreuses défections, ce ne sont finalement que 27 parlementaires qui sont évacués sur le paquebot *Massilia*. Parmi eux, deux élus de la région, Robert Lazurick, député socialiste du Cher, et Jean Zay, député radical du Loiret et ancien ministre de l'Éducation nationale du Front populaire.

Vichy, 10 juillet 1940, l'effondrement de la République

En ce 10 juillet 1940, alors qu'il a échoué à Vichy, un « Parlement croupion » amputé des élus communistes et de nombreuses personnalités appelées sous les drapeaux ou perdues dans le flot de l'exil (dont trois députés et deux sénateurs de notre région) est appelé à se prononcer sur une loi permettant au maréchal Pétain de promulguer une nouvelle constitution. Cinq-cent-soixante-neuf des six-cent-soixante-neuf parlementaires présents ont approuvé le texte, parmi lesquels dix-sept députés et onze sénateurs de notre région. Seuls le député socialiste Robert Mauger et le sénateur Joseph Paul-Boncour, tous deux élus du Loir-et-Cher, ont

voté contre. Ils font partie des 80 parlementaires qui ont défendu la République contre le coup d'État légal organisé par une clique de seconds couteaux issus de tous les bords politiques manipulés par Pétain, Pierre Laval et des antirépublicains comme Raphaël Alibert.

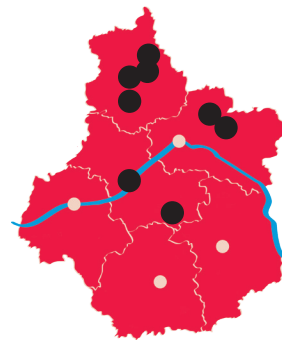
Deux destins blésois

Émile Laurens, député-maire radical-socialiste de Blois depuis 1935, refuse d'abandonner ses administrés et de quitter sa ville submergée par les colonnes de réfugiés fuyant l'avancée de la *Wehrmacht*. Il périt à son poste dans les bombardements du 16 juin 1940.

Camille Chautemps, député radical jusqu'en 1934 puis sénateur de Blois de 1934 à 1941, a exercé la charge de président du Conseil en 1937-1938. Ministre du gouvernement Reynaud, il cache ses inclinaisons en faveur de l'armistice. Usant d'un byzantinisme accompli, il est l'une des clés de voûte de la constitution d'un groupe hostile à la poursuite des combats. Le 16 juin, en proposant au Conseil des ministres de demander à Hitler non pas l'armistice, mais les conditions auxquelles un armistice pourrait être accordé, il crée une brèche dans le camp des bellicistes. Paul Reynaud est mis en minorité, Chautemps a ouvert les portes du pouvoir au maréchal Pétain, à qui il va accorder les pleins pouvoirs lors de la séance parlementaire du 10 juillet. Éphémère ministre, il est chargé de mission à Washington en novembre 1940, il choisira d'y rester jusqu'à la Libération.



Sa ville submergée par les colonnes de réfugiés fuyant l'avancée de la *Wehrmacht*.



17 JUIN 1940

LE PREMIER ACTE DE RÉSISTANCE DE JEAN MOULIN À CHARTRES

A l'aube du 17 juin, les officiers de renseignement rattachés à la VIII^e division d'infanterie de la *Wehrmacht*, qui vient de pénétrer à Chartres, se saisissent du préfet d'Eure-et-Loir. Jean Moulin est sommé de signer un document accusant des soldats du 26^e régiment de tirailleurs sénégalais, composé essentiellement de combattants originaires de Guinée et de Côte d'Ivoire, d'avoir massacré des femmes et des enfants au lieu-dit La Taye, près de Saint-Georges-sur-Eure. Son refus met en fureur les Allemands, il est injurié puis molesté. Emmené sur les lieux, Jean Moulin constate que les corps sont criblés d'éclats d'obus, conséquences des bombardements de la *Luftwaffe* qui visaient la gare toute proche. La réitération de son refus de signer le décret criminel décuple

la violence de ses geôliers. Enfermé, Jean Moulin se saisit d'un morceau de verre et se tranche la gorge. Retrouvé à l'aube baignant dans une mare de sang, il est transféré d'urgence à l'hôpital. Tant du côté allemand, que de nouvelles autorités françaises, on minimise l'incident qui nuit aux bonnes relations que les deux parties tentent d'installer. Un mois plus tard, le préfet reprend ses fonctions et tente de réorganiser les services publics. Il proteste contre les réquisitions abusives, dont sont victimes les habitants du département. Qualifié de « *fonctionnaire de valeur, mais prisonnier du régime ancien* » par l'administration vichyssoise, Jean Moulin est révoqué le 2 novembre 1940 sur ordre du maréchal Pétain. Une autre histoire commence...

La réitération de son refus de signer le décret criminel.